

Les Résultats 2017

de l'enquête CIAN

Investissements, rentabilité, résultats, évaluation de l'environnement des affaires... le CIAN interroge chaque année depuis 1989, les dirigeants des groupes internationaux implantés en Afrique pour élaborer son Baromètre sur l'activité des entreprises et le climat des affaires. Ce témoignage du terrain est un indicateur de référence pour tout investisseur qui s'intéresse au Continent.

L'enquête du CIAN est menée grâce à un questionnaire en ligne, proposé en français et en anglais et adressé aux responsables de filiales ou de sociétés internationales installées en Afrique. Tous les secteurs d'activité sont sollicités : de l'industrie aux services, de la petite entreprise à la filiale de grands groupes internationaux. Ce sondage comporte deux volets :

- **une partie conjoncturelle** appréciant les perspectives d'activité de l'établissement dans le pays : évolution du chiffre d'affaires, des investissements, rentabilité attendue, niveau des créances sur l'État et le secteur privé local ;

- **une partie structurelle** évaluant l'environnement des affaires du pays d'implantation : 39 critères répartis en 7 thèmes – infrastructures, administration, économie et finance, social, environnement socio-culturel, coût des facteurs et développement durable.

Pour cette 28^e édition, le CIAN a analysé 640 réponses, réparties entre les quatre regroupements géographiques : l'Afrique du Nord (92 réponses), l'Afrique de l'Ouest (260), l'Afrique centrale (134) et les pays d'Afrique australe, orientale et de l'Océan Indien (AAOOI- 154). Les résultats sont intégrés dans les fiches pays de ce rapport chaque fois que le nombre de réponses pour le pays est suffisant pour effectuer une analyse.

Activité des entreprises 2016-18

Même si l'Afrique n'a pas retrouvé les niveaux de croissance d'avant la chute des cours des matières premières de 2014, les perspectives s'améliorent en 2017 pour la plupart des économies du continent et les chefs d'entreprises sont alignés avec ce constat. Ainsi, ils prévoient une année 2017 meilleure que 2016 et une embellie supplémentaire en 2018. Pour plus de la moitié d'entre eux (55 %), le chiffre d'affaires de leur entreprise devrait croître en 2017 et 2018. Leur confiance se traduit par des investissements qui devraient reprendre dès 2017 pour un tiers d'entre eux et certainement en 2018 pour la moitié. Pour trois-quarts des dirigeants in-

terrogés, leur activité dans le pays est équilibrée ou bénéficiaire. Ils ne sont ainsi plus que 14 % à craindre une année 2018 déficitaire.

Si l'on examine les zones géographiques, l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest apparaissent comme les régions les plus dynamiques en 2017. Les chefs d'entreprises estiment d'ailleurs que l'Afrique du Nord sera encore plus orientée à la hausse en 2018 : les dirigeants annoncent une croissance de leurs volumes d'affaires dans tous les pays de la région (Algérie, Égypte, Maroc, Mauritanie) avec toutefois un probable ralentissement en Tunisie en 2018. En Afrique de l'Ouest, les économies les plus dynamiques pour les entreprises sont le Burkina-Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée Conakry, le Mali, le Niger, le Nigeria et le Sénégal. La croissance est un peu moins forte au Togo et au Bénin mais les chefs d'entreprise sont plus optimistes pour l'année suivante.

Les prévisions sont en revanche nettement moins favorables pour l'Afrique centrale où la moitié des responsables de sociétés et de filiales déclarent que le chiffre d'affaires de 2017 est en baisse, en particulier au Congo, au Gabon, en Guinée équatoriale, en RD Congo et au Tchad alors que la RCA semble promettre de la croissance. Selon eux néanmoins, l'année 2018 devrait présenter une amélioration dans tous les pays. L'Afrique australe, orientale et Océan indien présentent des situations contrastées. L'Afrique de Sud comme la Tanzanie, repartent à la hausse après une année 2016 moins dynamique. L'Angola est toujours en panne. À Djibouti, en Éthiopie et au Kenya les chiffres d'affaires sont bien orientés ainsi qu'à Madagascar, à Maurice et au Mozambique où les résultats semblent nettement décoller.

Les prévisions d'investissement sont très liées à ces espérances de gain. Plus de la moitié des entreprises implantées en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Nord ont prévu d'investir en 2017 et 2018. Les dirigeants du secteur privés

(suite page 45)

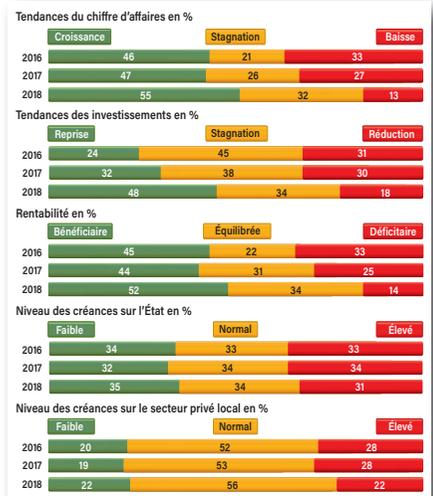
Activité des entreprises 2016-2018

L'enquête CIAN porte sur l'évolution de cinq indicateurs sur les exercices 2016, 2017 et 2018 :

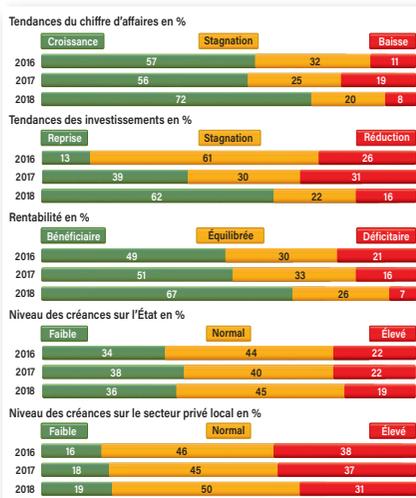
- chiffre d'affaires : croissance, stagnation, baisse ;
- investissements : hausse, interruption, baisse ;
- résultats : bénéficiaires, équilibrés, déficitaires ;
- niveau des créances sur l'Etat : élevé, normal, faible ;
- niveau des créances sur le secteur privé local : élevé, normal, faible.

Les graphiques suivants présentent, par grandes zones géographiques les tendances, celles-ci étant ensuite détaillées pour chacun des 34 pays évalués cette année.

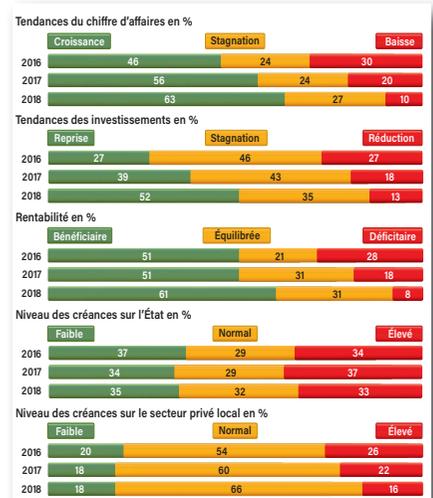
Afrique (Continent)



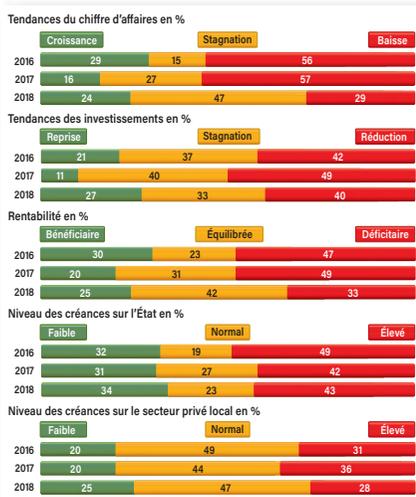
Afrique du Nord



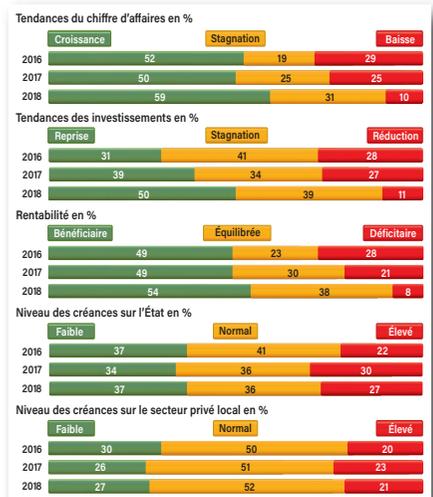
Afrique de l'Ouest



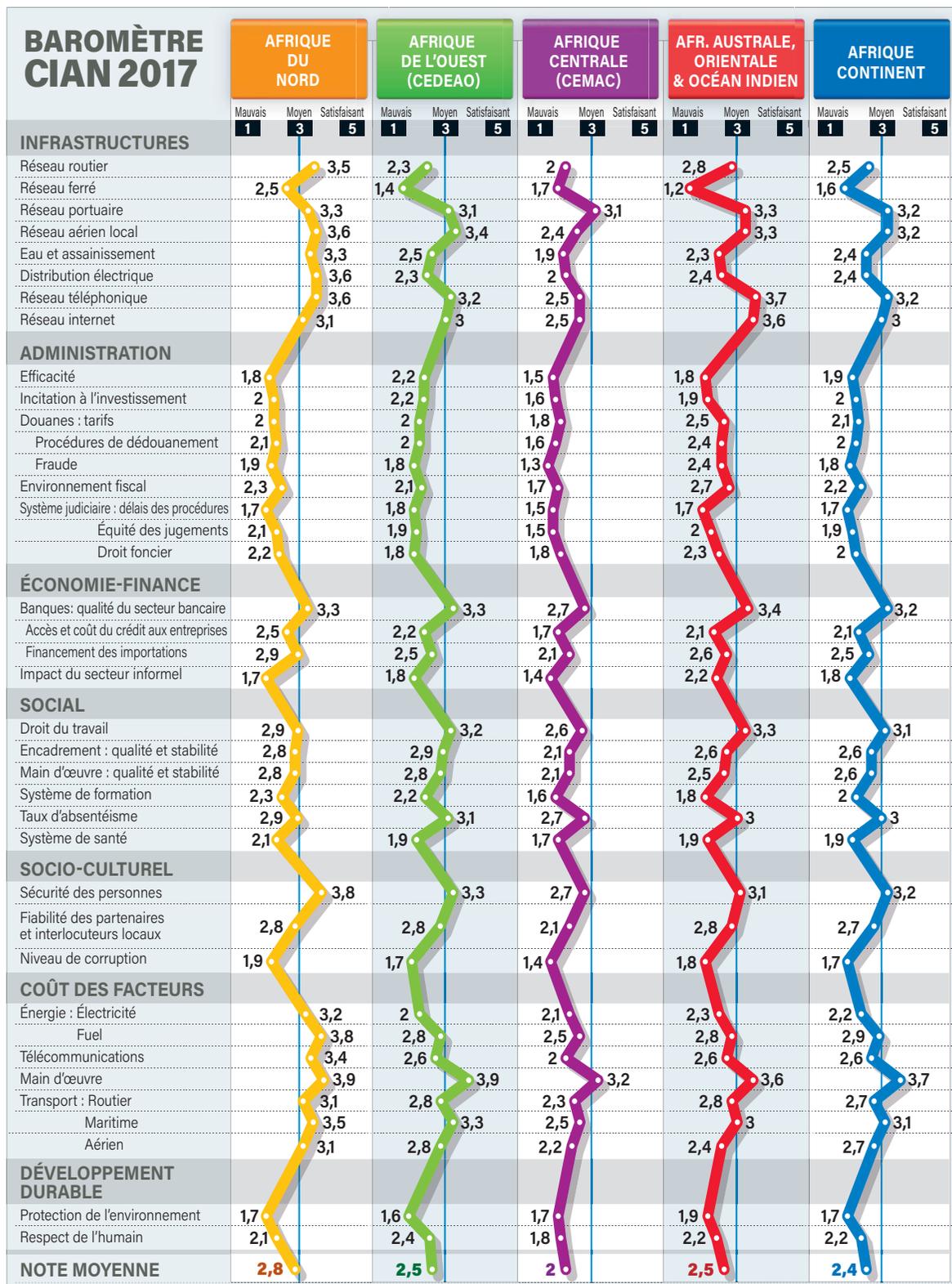
Afrique Centrale



Afrique Australe, Orientale et Océan Indien



ANALYSE ÉCONOMIQUE PAR ZONE ET PAR PAYS



ont budgété des investissements en Égypte, Maroc et aussi en Algérie pour le Nord, à Djibouti, en Éthiopie, au Mozambique et Afrique du Sud. Sans surprise, les investissements seront moindres en Afrique centrale.

À noter qu'après une année très prudente au Nigeria, dont l'économie était fortement impactée par la baisse du prix du pétrole, les investissements semblent de nouveau envisagés. En revanche la prudence est de mise au Kenya et dans une moindre mesure en Tanzanie, ce qui s'explique certainement par une année d'élections pour le premier et une année de transition pour le second pays, qui conduisent les chefs d'entreprise à la prudence voire à l'attentisme.

Après le chiffre d'affaires et les investissements, l'enquête examine la rentabilité espérée. L'année 2017 se clôture comme le prédisait le sondage de l'année dernière avec trois exercices sur quatre qui seront à l'équilibre ou bénéficiaires alors que les responsables se montrent optimistes pour 2018 : 86 % de budgets à l'équilibre ou bénéficiaires. Là encore, l'Afrique centrale se démarque avec seulement 20 % d'exercices positifs.

Les pays où l'activité sera la plus rentable sont Maurice, Madagascar et l'Éthiopie pour le Sud et l'Est du Continent, la Tunisie, l'Égypte et l'Algérie pour le Nord. À l'Ouest, le Mali, le Ghana, la Guinée et le Sénégal présentent les meilleures rentabilités.

A contrario, en RDC, au Congo et au Gabon, plus de la moitié des dirigeants prévoient un exercice déficitaire ; ils sont même 80 % au Tchad. Nous pouvons noter que la situation s'est améliorée en Angola où 50 % des dirigeants constatent un résultat négatif en 2016 mais estiment que 2017 et 2018 seront équilibrées (60 %).

Le poids des arriérés de paiement et des créances (secteurs public et privé local confondus) reste identique en 2017 à celui de 2016. Aussi un tiers des dirigeants estiment qu'il est trop élevé. La situation est toutefois préoccupante au Tchad, au Congo, au Niger et, ce qui est nouveau, en Éthiopie, où les entreprises trouvent les arriérés de l'État trop importants et ne voient pas la situation s'améliorer. En RDC, au Gabon, au Togo et en Guinée Équatoriale, ils estiment que c'est encore un problème mais que la situation devrait s'assainir en 2018. En Angola et en Éthiopie les créances du secteur privé sont également une lourde charge pour les entreprises.

L'environnement des affaires

La note globale d'appréciation du climat des affaires pour le continent est stable et se situe à 2,4/5, soit en dessous de la moyenne. Sur les 34 pays étudiés, 15 obtiennent une note supérieure à 2,5, dont tous les pays d'Afrique du Nord, sauf la Mauritanie et l'Égypte dont les notes concernant

Appréciation de l'environnement des affaires

Note moyenne par pays

	Note > 2,5/5			Note < 2,5/5	
	2017	2016		2017	2016
Maroc	3,4	3,8	Guinée Equatoriale	2,4	2,2
Maurice	3,2	3,7	Madagascar	2,4	2,1
Afrique du Sud	3,1	2,9	Mozambique	2,4	2,1
Algérie	3	2,9	Burundi	2,3	1,8
Ethiopie	3	2,5	Egypte	2,3	2,7
Ouganda	3	2,7	Gabon	2,3	2,2
Ghana	2,9	2,8	Kenya	2,3	2,7
Djibouti	2,8	2,9	Nigeria	2,3	2,1
Sénégal	2,7	2,7	Angola	2,2	2,8
Togo	2,7	2,6	Mali	2,2	2,2
Bénin	2,6	2,4	Mauritanie	2,2	2,2
Burkina Faso	2,6	2,5	Niger	2,2	2,4
Tunisie	2,6	2,5	Congo	2,1	2,1
Zambie	2,6	2,6	Guinée Conakry	1,9	2,1
Cameroun	2,5	2,4	Tanzanie	1,8	2,1
Côte d'Ivoire	2,5	2,4	RCA	1,7	1,3
			Tchad	1,6	1,6
			RDC	1,4	1,6

ANALYSE ÉCONOMIQUE PAR ZONE ET PAR PAYS

l'administration sont plus sévères cette année. C'est le cas aussi pour 6 pays sur 10 d'Afrique de l'Ouest avec un net progrès de la note du Bénin, et enfin pour la moitié des pays d'AAOOI évalués. En Afrique centrale seul le Cameroun obtient tout juste 2,5 de moyenne.

Sur la totalité du panel, le Maroc et Maurice arrivent de nouveau en tête à 3,4 et 3,2. L'Algérie, l'Afrique du Sud, l'Éthiopie et l'Ouganda atteignent aussi la moyenne (3-3,1). En Afrique de l'Ouest, le Bénin, le Burkina Faso et le Sénégal dépassent la Côte d'Ivoire dont la note baisse en raison des tensions qui ont agité la société (2,7-2,6 vs 2.5). En 2017 encore, la RDC et la RCA obtiennent le plus petit score (1,4 et 1,7) précédés par la Guinée (1,9). La note de l'Angola est en baisse.

Il est vrai que nombre des items mesurés (qualité des infrastructures, travail de l'administration, environnement social et socio-culturel...) sont longs à faire évoluer car ils nécessitent des investissements lourds pour le pays et l'évolution des politiques publiques voire de la société. L'équipement général est jugé satisfaisant en Afrique du Nord, tout comme les infrastructures portuaires et aériennes en Afrique de l'Ouest et en Afrique australe et orientale.

Après l'amélioration du réseau routier constatée dès 2014, on assiste à une consolidation de l'ensemble des infrastructures évaluées : réseaux de transport comme réseau d'eau et d'assainissement, distribution électrique, etc. Les profils des trois autres zones régionales en matière d'infrastructures évoluent peu. Le réseau téléphonique est dans l'ensemble estimé comme correct avec un réseau internet plus performant en AAOOI et en Afrique du Nord. Le réseau ferré, est quant à lui, quasi systématiquement un point faible puisque peu développé.

Dans le domaine social, le droit du travail et le taux d'absentéisme sont considérés comme corrects. Concernant le secteur de la finance, la qualité du secteur bancaire est appréciée mais le coût du crédit reste critiqué en Afrique centrale.

Les critères liés à l'administration sont sévèrement notés et plafonnent très en deçà de la moyenne ; ils

ont même tendance à baisser en Afrique du Nord alors qu'ils sont légèrement en hausse en AAOOI.

Les dirigeants d'entreprises ne se montrent pas satisfaits de l'efficacité des services administratifs, des incitations à l'investissement, des douanes, des délais du système judiciaire, etc. Ils pointent également un manque de formation de la main-d'œuvre. Dans les commentaires libres, certains notent que la réalité est bien différente des principes énoncés par les gouvernements et qu'il reste beaucoup de progrès à faire. Les tensions politiques et les indécisions gouvernementales pèsent aussi les évaluations. Mentionnons aussi le niveau de corruption qui reste un problème aigu pour l'ensemble du continent sauf à Djibouti, Maurice, en Éthiopie voire au Maroc selon les personnes qui ont répondu à l'enquête. Le sentiment de sécurité s'améliore en général.

Considérant le continent comme encore largement en développement, on pourrait s'attendre à un coût des facteurs d'exploitation relativement faible et favorable à l'entreprise. Si c'est plutôt le cas en Afrique du Nord, cela est moins vrai lorsque les infrastructures du pays sont insuffisantes. Ainsi le coût de l'électricité est particulièrement lourd à Djibouti, au Kenya, en RCA, au Congo et au Tchad, au Ghana et au Mali ainsi qu'au Togo. Les entreprises doivent pallier le manque de qualité du réseau. Pour certains pays, seul le coût de la main-d'œuvre est apprécié comme un facteur positif par les dirigeants d'entreprise.

Comme le montre l'analyse de cette palette de critères que le CIAN suit depuis bientôt trente ans, les sociétés implantées en Afrique mènent leurs affaires dans un environnement complexe qu'elles ne trouvent pas optimisé pour la conduite des affaires. Toutefois, comme le montre l'indice de rentabilité, elles s'accommodent de ces difficultés en faisant rémunérer le risque et en ajustant les investissements en fonction de la conjoncture. L'expérience acquise dans la durée, le réseau d'affaires qu'elles tissent petit à petit sont des facteurs clés sur lesquels elles bâtissent leur avenir.

Enquête et analyse réalisée par le CIAN.

Sandrine Sorieul, directrice

REMERCIEMENTS

Le CIAN remercie chaleureusement les responsables d'entreprises qui ont pris le temps de répondre à l'enquête ainsi que toutes les structures qui ont apporté leur concours en assurant une large diffusion : adhérents du CIAN, conseillers du commerce extérieur, chambres de commerce et d'industrie, organismes patronaux, missions économiques et ambassades de France. Ce témoignage direct des opérateurs du terrain est une source d'information de premier ordre pour les investisseurs, les autorités locales et les organisations internationales impliquées dans le développement africain. Il permet au CIAN de relayer les préoccupations des acteurs privés auprès des autorités économiques françaises et internationales.

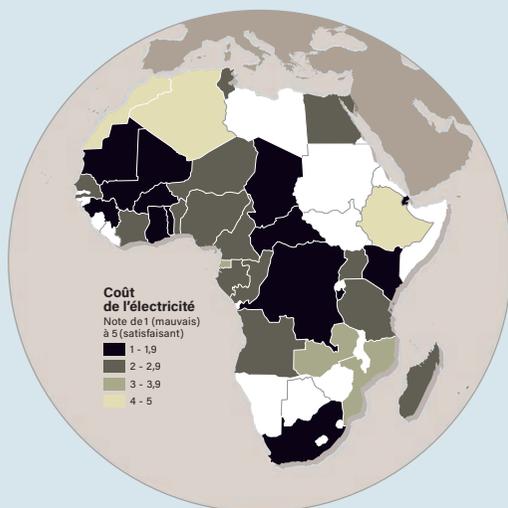
Environnement des affaires en 2017

En répondant à l'enquête CIAN, le chef d'entreprise est appelé à apprécier l'environnement des affaires de son pays d'implantation, en qualifiant 7 postes, répartis en 39 critères, de mauvais (1), moyen (3) à satisfaisant (5) :

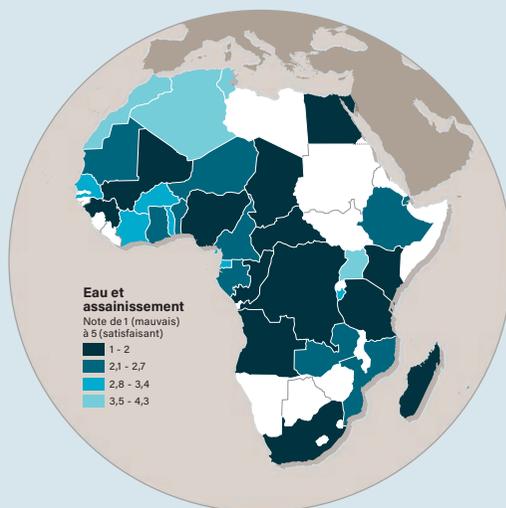
- infrastructures : 8 critères
- administration : 9 critères
- économie et finance : 4 critères
- social : 6 critères
- socio-culturel : 3 critères
- coût des facteurs : 7 critères
- développement durable : 2 critères

Le graphique général du Baromètre CIAN donne les résultats par grandes zones géographiques. Les cartes présentent les appréciations données sur quelques critères clés. Dans les fiches pays qui suivent, sont exposés les points forts et points faibles de l'environnement des affaires des 34 pays évalués cette année.

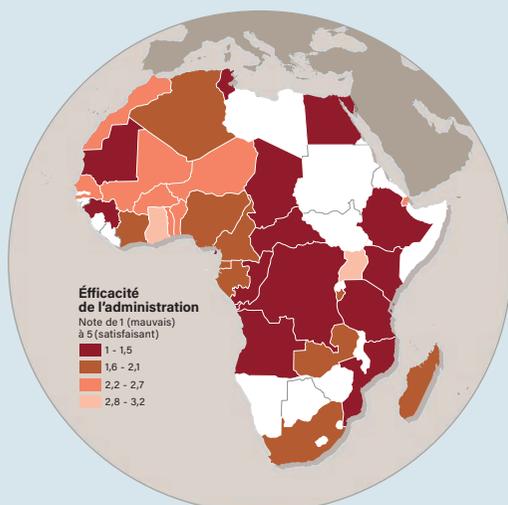
COÛT DE L'ÉLECTRICITÉ



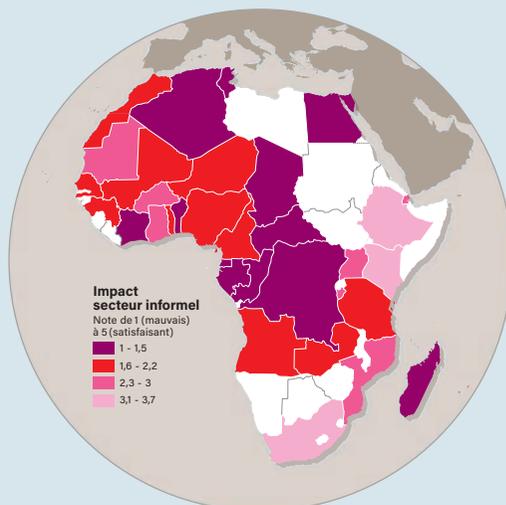
EAU ET ASSAINISSEMENT



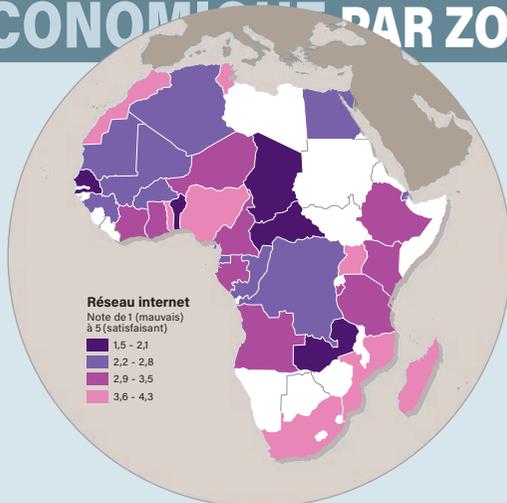
EFFICACITÉ DE L'ADMINISTRATION



IMPACT DU SECTEUR INFORMEL

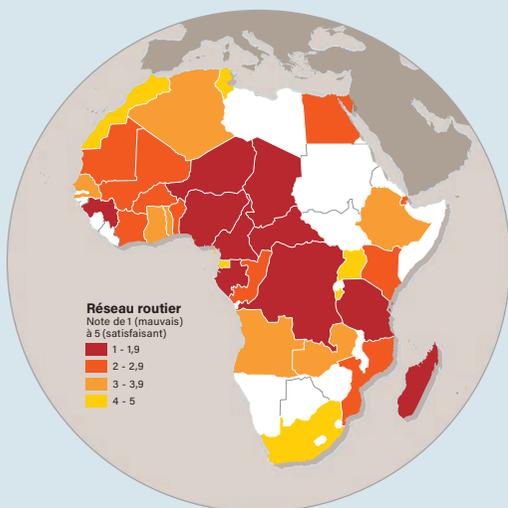


ANALYSE ÉCONOMIQUE PAR ZONE ET PAR PAYS

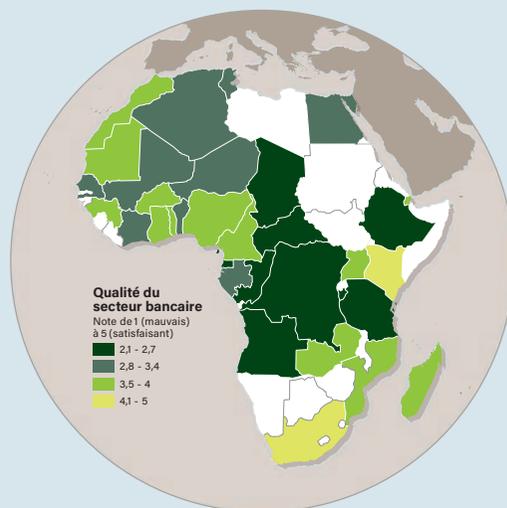


RÉSEAU INTERNET

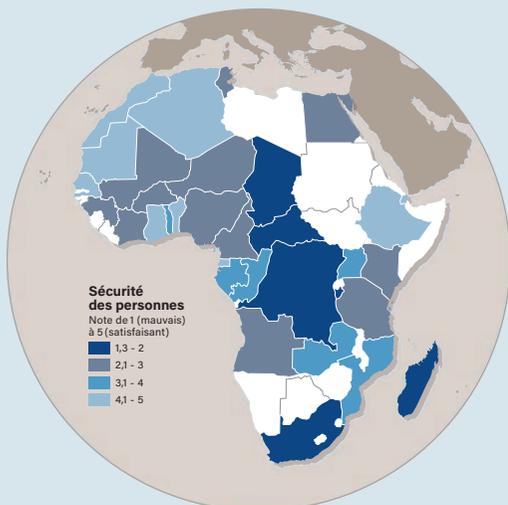
RÉSEAU ROUTIER



QUALITÉ DU SECTEUR BANCAIRE



SÉCURITÉ DES PERSONNES



SYSTÈME DE FORMATION

